



Syndicat CA-OM-SC

Section locale 1983



Montréal, le 26 octobre 2023

Cher(e)s membres du S.C.F.P.-1983.

Avez-vous pris connaissance du récent article de "LaPresse" dans lequel le journaliste Alexandre Duval dresse un portrait global des impacts sur l'offre de service et sur notre sécurité d'emploi sous le joug d'une ministre des transports et de la mobilité durable complètement déconnecté ? (Disponible au : WWW.CAOMSC.QC.CA)

Il ne s'agit pas d'être alarmiste, mais réaliste.

Au rythme où la coupe à blanc dans le financement public du transport public s'accroît, des scénarios de pertes d'emplois reliés aux diminutions de services nous ramenant à celui de 1992 ne laissent présager rien de bon.

Nous le savons tous, Geneviève GUILBAULT, ministre des Transports et de la mobilité durable agit de manière irresponsable en sous-finançant le transport public de manière à mettre nos emplois en péril et en prenant la population en otage.

Vraisemblablement, la ministre, Geneviève GUILBAULT réussira à paralyser le réseau routier en étant la cheffe d'orchestre d'un retrait massif de bus et une réduction importante des heures d'opération du métro. Son manque d'empathie pour la population signera le retour de la classe sardine en forçant les sociétés à passer de 35 passagers à 45 passagers par bus avant de pouvoir envisager d'ajouter du service. On comprend qu'il soit plus facile de distribuer des contrats d'asphalte : ça rapporte des votes. Ce que nous voulons, ce que veut la population, c'est du transport en commun, pas de devoir retourner à l'autosolo et être pogné dans le trafic.

Madame GUILBAULT, votre attitude est largement honteuse de prendre notre clientèle en otage, des femmes et des hommes qui travaillent d'arrache-pied pour forger le Québec de demain, pour subvenir à leurs besoins, aux besoins de leurs familles.

Le financement du transport public devrait évidemment être naturellement un choix de société. Au même titre, qu'a été un jour la santé. Personne ne remet en doute les bienfaits du réseau de la santé aujourd'hui. Il faut que le transport en commun soit considéré comme le fondement de l'économie de demain. On n'a pas le luxe de devenir une société arriérée en matière de transport !

D'un point de vue environnemental, économique et d'équité sociale, le transport collectif doit être financé par les gouvernements. Nous ne demandons pas des « plasters ». Nous demandons un peu de cohérence à Mme la ministre. Votre rôle, votre engagement est de développer le transport en commun, pas le tuer !

Syndicalement, l'heure est à la mobilisation!

La force du nombre, c'est NOUS!

Il est hors de question de céder, Mme GUILBAULT, nous ne reculerons pas!

Les actions syndicales planifiées et spontanées augmenteront dans les prochains jours!

Mardi, le 14 novembre 2023, une première action syndicale aura lieu de 10 h à MIDI.

Les détails entourant cette mobilisation vous seront communiqués prochainement.

Mobilisons-nous !

Frédéric Therrien
Président, SCFP 1983